

# Sommaire

<b>Rapport introductif – L'influence de la Convention européenne des droits de l'homme sur le droit des affaires . . . . .</b>	<b>7</b>
Laure MILANO, Professeur de droit public, Université d'Avignon, I.D.E.D.H. (EA 3976)	

## I<sup>e</sup> PARTIE

### **DROITS SUBSTANTIELS ET RELATIONS INTERNES À L'ENTREPRISE**

<b>Vie privée et relations de travail au sein de l'entreprise . . . . .</b>	<b>45</b>
Sabine MARIETTE, Conseiller référendaire à la Chambre sociale de la Cour de cassation	
<b>Liberté de religion au sein de l'entreprise . . . . .</b>	<b>61</b>
Gérard GONZALEZ, Professeur de droit public, Université de Montpellier, I.D.E.D.H. (EA 3976)	
<b>Licenciement et Convention européenne des droits de l'homme . . . . .</b>	<b>83</b>
Jean MOULY, Professeur de droit privé, Faculté de droit et des sciences économiques de Limoges, O.M.I.J. (EA 3077)	

## II<sup>e</sup> PARTIE

### **DROITS SUBSTANTIELS ET RELATIONS EXTERNES À L'ENTREPRISE**

<b>Droit des contrats et Convention européenne des droits de l'homme . . . . .</b>	<b>107</b>
Fabien MARCHADIER, Professeur de droit privé, Université de Poitiers	
<b>La construction de la protection du domicile professionnel. . . . .</b>	<b>125</b>
Bertrand FAVREAU, Avocat à la Cour, Président de l'Institut des droits de l'homme des avocats européens (I.D.H.A.E.)	
<b>Fiscalité et protection des biens de l'entreprise . . . . .</b>	<b>151</b>
Ludovic AYRAULT, Professeur de droit public, Université Panthéon-Sorbonne (Paris 1)	

<b>Le respect des biens de l'entreprise titulaire de droits de propriété intellectuelle . . . . .</b>	<b>167</b>
Alexandre ZOLLINGER, Maître de conférences en droit privé, Université de Poitiers (C.E.C.O.J.I.-U.P.)	

<b>Liberté d'expression et information de nature commerciale . . . . .</b>	<b>191</b>
Emmanuel DERIEUX, Professeur, Université Panthéon-Assas (Paris 2)	

### III<sup>e</sup> PARTIE

## CONVENTION EUROPÉENNE DES DROITS DE L'HOMME ET DROIT DE L'ENTREPRISE : ASPECTS PROCÉDURAUX

<b>La nécessaire réforme du droit des visites domiciliaires sous l'influence du droit à un procès équitable . . . . .</b>	<b>215</b>
Boris RUY, Avocat à la Cour, Associé FIDAL (Lyon), département concurrence-distribution	

<b>Les garanties applicables aux procédures se déroulant devant les autorités administratives statuant en matière économique. . . . .</b>	<b>231</b>
Pascale IDOUX, Professeur de droit public, Université de Montpellier, CREAM/IUF	

<b>Droit au juge et pratiques restrictives de concurrence. . . . .</b>	<b>253</b>
David BOSCO, Professeur de droit privé, Université Aix-Marseille (EA 4224)	

<b>Exigences du procès équitable et arbitrage: existence et essence du droit à un procès arbitral équitable. . . . .</b>	<b>265</b>
Cécile CHAINAIS, Membre de l'Institut universitaire de France, Professeur de droit privé, Université Panthéon-Assas (Paris 2), Directrice du Centre de recherche sur la justice et le règlement des conflits	

<b>Conclusions générales . . . . .</b>	<b>323</b>
Jean-Pierre MARGUÉNAUD, Professeur à la Faculté de droit et des sciences économiques, Université de Limoges, Membre de l'I.D.E.D.H., Université de Montpellier	